

Islam politique

L'expérience tunisienne

●●● **Pierre Desorgues**, Paris
Journaliste

L'incertitude reste totale en Tunisie. Le parti islamiste Ennahda, aux affaires depuis deux ans, s'était engagé à quitter le pouvoir avant la fin du mois d'octobre.

Mais il refuse pour l'instant de céder. Un nouveau gouvernement, composé essentiellement de technocrates, devrait prendre le relais, avec pour objectif de redresser la situation économique.

Avec une inflation qui dépasse les 7 % et près de 700 000 chômeurs pour une population de 10 millions d'habitants, la désespérance sociale reste forte en Tunisie. En outre, depuis l'assassinat de deux députés de l'opposition de gauche, Chokri Belaid et Mohammed Brahimi en février et en juillet derniers, le discours politique s'est radicalisé, tant dans le camp laïque que dans le camp islamiste.

Hazem Ksouri, avocat, proche de la gauche laïque et fondateur de l'ONG « Tunisie libre », se veut optimiste. « Les islamistes n'ont pas d'autres choix. Ils ne peuvent pas faire autrement que de quitter le pouvoir. Lors des élections de l'assemblée constituante au lendemain de la chute de Ben Ali, en 2011, ils ont obtenu un peu plus de 40 % des voix. Ils plafonnent aujourd'hui à 15 % dans les sondages. Ils sont conscients que s'ils ne renoncent pas au pouvoir, ils vont continuer à chuter dans les intentions de vote. Mais en même temps, ils ont peur d'une défaite aux urnes s'ils démissionnent. Ils hésitent donc. »

« Nous sommes dans une troisième phase du printemps arabe, poursuit l'avocat. Les dictateurs ont été renversés. Les islamistes sont arrivés au pouvoir et ils sont en train d'en être expulsés. Je reste confiant car la société tunisienne n'est pas la société égyptienne. Dès le début de la révolution, notre armée a refusé de tirer sur les

manifestants. Le conflit armé n'est pas inscrit dans les gènes de notre culture politique. Il y a bien eu des assassinats, des attentats, des pressions, des procès, mais les atteintes aux droits de l'homme n'ont rien à voir avec ce qui s'est passé au Caire. Les négociations entre les partis politiques et les deux camps, laïque et religieux, sont longues, difficiles. Elles se bloquent souvent. Mais au moins tous les partis discutent ensemble. »

Meriem Zeghidi, autre avocate, membre de l'Association des femmes démocrates, abonde dans ce sens. Pour elle, Ennahda n'est qu'un accident politique dans l'histoire du pays. « L'islam politique tunisien peut être digéré par la Tunisie. Aussi faut-il associer les islamistes à la démocratie, pour mieux les contrôler et les affaiblir. En Tunisie, les islamistes sortent dévastés de cette expérience du pouvoir. Ils ont démontré leur incapacité à vraiment gouverner le pays. »

Certes, une grande partie de la population du pays croit en Dieu et reste très conservatrice moralement, indique la militante féministe. Qui souligne que les candidats de Ennahda se sont présentés comme des hommes pieux, des hommes de Dieu et que c'est grâce à l'atmosphère de religiosité des campagnes et de l'intérieur du pays que les islamistes ont remporté les élections de l'assemblée constituante. « Mais Islam

et islam politique ne sont pas la même chose, précise-t-elle. La société tunisienne, même traditionnelle, reste attachée à certaines libertés, grâce notamment au Code du statut personnel de 1956 qui garantit les droits des femmes. En menaçant ces libertés, les islamistes se sont aliéné une bonne partie de la population. »

Clientélisme

Ennahda est accusé également d'avoir reproduit une bonne partie des pratiques du gouvernement Ben Ali. Ahmed, 26 ans, milite au sein de l'Union des diplômés chômeurs. Titulaire d'une maîtrise de philosophie, il a présenté en vain sa candidature aux concours de l'enseignement public. « Les islamistes placent leurs hommes aux postes-clés de l'administration et ils encaissent les pots de vin. Sous Ben Ali, pour réussir le CAPES [concours de l'enseignement secondaire], il fallait déboursier en 2010 un peu plus de 7000 dinars [4000 francs suisses]. Maintenant, c'est un peu plus de 8000 dinars. Les gens au gouvernement changent, mais les pratiques restent les mêmes. Si vous voulez avoir une chance d'obtenir un poste sans payer, il faut être proche du pouvoir en place », décrit le jeune homme désabusé. Les jeunes diplômés à l'origine du renversement de Ben Ali sont de fait les grands oubliés de la révolution.

Les islamistes ont supprimé l'aide de 200 dinars par mois (55 francs suisses) que leur avait versée le premier gouvernement intérimaire du pays. Plus de 40% des jeunes diplômés sont sans emploi.

« Notre pays est confronté à une vraie urgence sociale, confirme l'avocat Hazem Ksouri, et on a besoin de stabilité politique. On note chez beaucoup une forme de nostalgie de l'ère Ben Ali où les prix des denrées alimentaires étaient beaucoup moins élevés. Mais la révolution a apporté une chose que nous ne connaissions pas sous l'ancien régime : la liberté d'expression. Il ne faut surtout pas l'oublier. »

P. D.

politique

Manifestation contre le pouvoir islamiste à Tunis, octobre 2013

